

L'Intersectionn**EL·LES**



DANS CE NUMÉRO

- 2** Les femmes cadres moins nombreuses et moins bien payées au Canada
- 2** Passez à l'action!
- 2** Hommage : Serge Bouchard
- 2** Femmes autochtones disparues
- 2** PL59 : les grandes oubliées
- 3** Violence conjugale : le gouvernement injecte des fonds
- 3** Écologie et féminisme vont de pair
- 3** Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie
- 3** Coin lecture
- 3** Communauté LGBT et don de sang
- 4** À l'écoute
- 4** Grossophobie : un combat pour la dignité
- 4** Balado sur les violences obstétricales et gynécologiques
- 4** Avis du Conseil des Montréalaises sur la sécurité et la traite des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada

Honorer les peuples autochtones

En juin, depuis 10 ans, le Mois national de l'histoire autochtone célèbre l'histoire, les traditions et la diversité des peuples des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Ce mois marque également le 25^e anniversaire de la Journée nationale des peuples autochtones, qui a lieu chaque année le 21 juin.

C'est le moment pour honorer l'héritage et la diversité des peuples autochtones au Canada et aussi l'occasion de reconnaître la vitalité leurs communautés. Cela permet également de prendre une pause pour réfléchir aux impacts de la colonisation.

La diversité et l'inclusion sont au cœur des priorités du SPGQ. Lors de leur rencontre des 23 et 24 janvier, les membres du conseil syndicat ont décidé de se pencher sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser l'intégration des membres des communautés autochtones au sein de l'appareil gouvernemental et des comités au SPGQ. Le syndicat s'efforce également d'informer ses membres sur le sujet. À titre d'exemple, il fait la promotion et participe à des événements autochtones, dont les vigiles pour les femmes et des filles autochtones disparues et assassinées. Le syndicat s'engage à travailler pour une réconciliation porteuse.

En collaboration avec la Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ), le syndicat travaille aussi sur la refonte du programme d'accès en égalité en emploi (PAÉE). À cet égard, il est présent pour dénoncer la discrimination systémique observée par la CDPDJ au sein des services publics du Québec. Les Autochtones, malgré une hausse de leur représentation en nombre dans certains réseaux, n'ont pas connu de variation significative de leur taux de représentation entre 2009 et 2019 au Québec, soit 0,3%. En partenariat avec le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), le SPGQ travaille à rehausser la représentation des autochtones dans la fonction publique québécoise.

Ensemble, continuons le travail d'inclusion et d'ouverture envers les communautés autochtones. [Pour poursuivre votre réflexion.](#) ■

Jessica Bourque

Deuxième vice-présidente

DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE

Les femmes cadres moins nombreuses et moins bien payées au Canada

Une [étude récente de Statistique Canada](#) démontre qu'il y en a moins de femmes dans les plus hauts postes de direction, surtout si elles sont autochtones ou issues de minorités visibles, et que leur salaire moyen demeure largement inférieur à celui des hommes. À noter que les femmes autochtones ne représentent qu'environ 1 % des cadres, alors que leur représentation au sein de la population active est de 4 %. Plus encore, les femmes qui accèdent à des postes de cadre durant leur carrière ont tendance à occuper des postes de niveau inférieur à ceux des hommes, ou avec un pouvoir décisionnel moindre. ■

Passez à l'action!

Depuis la création des centres en petite enfance (CPE) il y a 25 ans, le milieu vit une crise sans précédent. Actuellement, environ 51 000 enfants sont en attente d'une place en service de garde sur le site Place 0-5 partout au Québec. Sans oublier la fermeture de 7 000 places en raison de la pandémie. Cela signifie que des milliers de familles n'ont pas accès à une place et cela a certainement des impacts sur la carrière des parents. [Signez la pétition pour donner accès à une place en services de garde éducatifs à l'enfance.](#) ■

Hommage : Serge Bouchard

Le 11 mai dernier, l'anthropologue Serge Bouchard s'est éteint. Il est connu pour ses travaux sur l'histoire des autochtones, sur la nordicité ainsi que sur l'Amérique francophone. Écrivain, il a écrit plus d'une vingtaine d'ouvrages dont [Le peuple rieur](#). Il aimait partager son savoir, ce qu'il a fait par plusieurs collaborations universitaires ainsi qu'à la radio. Il laisse en héritage des œuvres et des recherches qui guideront encore le Québec pour plusieurs décennies.

« Si dormir, c'est mourir un peu, mourir, c'est dormir jusqu'à ne plus se réveiller. » Serge Bouchard, *De la fin du mâle, de l'emballage et autres lieux communs* (1996) ■

Femmes autochtones disparues

Le Foyer pour femmes autochtones de Montréal a lancé une [ligne téléphonique confidentielle gratuite](#) dans le but de recueillir des informations sur les cas de disparition. Cette ligne permettra de recueillir des informations sans contacter directement les services de police. Cette initiative s'inscrit dans les projets imaginés par la communauté autochtone pour retrouver les femmes autochtones disparues. ■

PL59 : les grandes oubliées

Depuis plusieurs mois, l'équipe du SPGQ travaille sur plusieurs fronts dans le dossier de la réforme de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST). Parmi ses préoccupations, en plus du télétravail et de la santé psychologique, se trouvent les [reculs pour les droits des femmes au travail](#) d'autant plus que les femmes étaient déjà dans l'angle mort de la LSST. Plus encore, comme l'ensemble des intervenants, le SPGQ note que les amendements déposés par le ministre représentent toujours un recul pour les droits des femmes au travail et qu'il s'entête toujours à refuser une l'analyse différenciée selon les sexes! L'équipe continuera sa vigie et son travail politique dans ce dossier afin de protéger les travailleuses. ■

Coin lecture

Gabrielle Boulianne-Tremblay ne cesse de fracasser les plafonds de verre. Elle est la première personne trans à obtenir une nomination dans un gala de cinéma au Canada, et elle est première femme trans à publier un roman d'autofiction francophone au Québec, avec [La fille d'elle-même](#) (Les Éditions Marchand de feuilles). Bonne lecture! ■



Violence conjugale : le gouvernement injecte des fonds

Le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale a souligné une [annonce récente en matière de violence conjugale](#). « L'ajout d'effectifs spécialisés au sein des services de police et l'accompagnement des victimes par un.e même procureur.e tout au long des procédures judiciaires criminelles amélioreront grandement l'expérience des victimes, qui font face à d'importantes barrières actuellement », estime Chantal Arseneault, présidente du Regroupement.

Si vous vivez une situation de violence conjugale, communiquez avec les [maisons d'aide et d'hébergement](#) ou avec [SOS violence conjugale](#). ■

Écologie et féminisme vont de pair

Les impacts des changements climatiques ne sont pas neutres. La crise climatique fait [reculer les droits des femmes](#), et particulièrement des plus vulnérables. Toutes ne sont pas égales devant les changements climatiques, même ici au Québec. C'est pourquoi le féminisme et l'écologie doivent être au centre des réflexions et des actions de la transition écologique. ■

Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie

Malgré les avancées des dernières années, les personnes LGBTQ+ vivent encore de la violence et de la discrimination, et ce, même au Canada. La [Fondation Émergence](#), un organisme à but non lucratif qui lutte contre l'homophobie et la transphobie, a mis en ligne une campagne de sensibilisation, le 17 mai, lors de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. La campagne *plusieurs portent leurs couleurs sans le savoir* recense plusieurs statistiques et témoignages des personnes LGBTQ+ à travers le monde. ■

Communauté LGBT et don de sang

Au Canada, il est toujours interdit pour les couples gais, bis et trans de donner du sang à moins d'une abstinence sexuelle de trois mois. Cette règle émane du scandale du sang contaminé par le VIH et l'hépatite C dans les années 1980. [Mais faut-il encore restreindre le don de sang?](#) Plusieurs pays ont changé cette règle et aucun événement indésirable n'est survenu. Des spécialistes se sont penchés sur cette question. ■

Balado sur les violences obstétricales et gynécologiques

Le Regroupement Naissance-Renaissance, en collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, a participé à l'épisode d'un balado sur les violences obstétricales et gynécologiques.

Les intervenantes rappellent que trop de femmes ignorent ce que sont les violences obstétricales et gynécologiques. «Elles ignorent même si elles en ont vécues. Même quand les femmes et les personnes qui accouchent connaissent leurs droits, elles hésitent à porter plainte. Pour que les choses changent, il est important de nommer ces violences-là afin de faire changer les pratiques. »

Cet épisode sert à informer et à redonner le pouvoir aux femmes. [Écoutez le balado!](#) ■

Avis du Conseil des Montréalaises sur la sécurité et la traite des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada

Le Conseil des Montréalaises, une instance consultative de la Ville de Montréal, a présenté [deux avis sur la sécurité et la traite des femmes pendant le Grand Prix de la formule 1 du Canada](#). Il a formulé 23 recommandations pour orienter les interventions de la Ville de Montréal sur la traite des femmes, ainsi que 11 recommandations à l'administration municipale concernant la sécurité des femmes afin d'assurer un accès sans violence à l'espace public. « Nous sommes fières d'avoir mené à bien cette recherche d'envergure et d'apporter un éclairage scientifique sur l'enjeu complexe de la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle pendant le Grand Prix. De plus, dans l'avis sur la sécurité des femmes, nous avons mis en évidence les violences à caractère sexuel dont sont victimes les Montréalaises dans l'espace public et nous proposons des actions à la Ville pour rendre les événements et les festivals plus sécuritaires. » — Anuradha Dugal, présidente du Conseil des Montréalaises.

À l'écoute

Grand corps malade, slameur, poète, auteur-compositeur-interprète et réalisateur français, fait l'honneur de ses mots aux femmes. [Écoutez cet hommage](#), cette déclaration d'amour. ■

Grossophobie : un combat pour la dignité

La grossophobie est une discrimination qui affecte les personnes grosses, et ce, dans toutes les sphères de leur quotidien. Découvrez cet enjeu pour la justice sociale dans le dossier spécial de la [Gazette des femmes](#). ■



À ne pas manquer...

19
JUN

Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit

Créée en 2015, la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit vise à sensibiliser à la nécessité d'y mettre un terme, de manifester de la solidarité envers les victimes et de rendre hommage à celles et ceux qui luttent en première ligne pour éliminer ces crimes.

20
JUN

Journée mondiale des réfugiés

Décrétée en l'an 2000, par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Journée mondiale des réfugiés est l'occasion d'exprimer un soutien aux personnes qui ont dû tout fuir, afin de saluer leur courage et les aider à reconstruire leur vie en sécurité.

21
JUN

Journée nationale des peuples autochtones

Le 21 juin 2021 est le 25^e anniversaire national de la célébration du patrimoine, des diverses cultures et des réalisations remarquables des Premières Nations, des Inuits et des Métis. La Journée nationale des peuples autochtones a été annoncée en 1996 par le gouverneur général de l'époque, Roméo LeBlanc, grâce à la proclamation désignant le 21 juin de chaque année comme Journée nationale des peuples autochtones. Cette journée a été créée à la suite de consultations auprès de divers groupes autochtones qui ont fait des déclarations d'appui à cet égard.

Nos collaboratrices



Jessica Bourque
deuxième vice-présidente



Émilie Beauchesne
conseillère à la vie syndicale



Janie Beaupré-Quenneville
conseillère à la vie syndicale



Isabel Bélanger
adjointe administrative

17
JUILLET

Journée mondiale de la justice internationale

La première Journée de la justice internationale a été célébrée le 17 juillet 1998, le jour de la signature du Statut de Rome qui a marqué la naissance de la Cour pénale internationale (CPI). Ce traité international a créé la première juridiction permanente à vocation universelle responsable de juger les auteurs présumés des crimes internationaux les plus graves, à savoir le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime d'agression.